

Art. 42. - Dit besluit treedt in werking op de datum waarop de bepalingen van artikel 382, eerste lid, 2^o, van het programmadecreet 2019 van 12 december 2019 in werking treden.

Art. 43. - De minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 12 maart 2020.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH
De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,
A. ANTONIADIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41047]

23 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon remplaçant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 favorisant la prévention de certains déchets et la propreté publique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 6, § 4, alinéa 1^{er}, inséré par le décret du 22 mars 2007 et remplacé en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 favorisant la prévention de certains déchets et la propreté publique;

Vu le rapport du 8 janvier 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 64.102/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu la notification 2018/0542/B-S10E à la Commission européenne le 29 octobre 2018 en application de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, et de la directive 94/64/CE sur les emballages et déchets d'emballages;

Vu l'avis 67.003/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 mars 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêt n^o 245.572 du 28 février 2019 rendu par la section administration du Conseil d'Etat décidant la suspension de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 précité;

Considérant que dans son rapport de mise en œuvre, pour la période 2016-2017, de la convention environnementale du 5 décembre 2013 relative à l'exécution de l'obligation de reprise en matière de déchets de papiers entre la Région wallonne et les fédérations représentatives de la presse, l'administration propose de recentrer les obligations en matière de prévention sur la démarche du stop pub et les films plastiques emballant les publications et d'assurer l'égalité entre le secteur de la presse et le secteur de la publicité;

Considérant les données communiquées par les producteurs dans le cadre de leur obligation de reprise des déchets de papier entre 2014 et 2017 qui démontrent que la majorité des écrits publicitaires sont distribués sans emballage;

Considérant les concertations survenues avant l'adoption de l'arrêté du 28 février 2019 avec les représentants des producteurs et distributeurs d'écrits publicitaires;

Considérant les conditions fixées par BPost pour la distribution des envois adressés de masse et les données de monitoring de BPost durant l'année 2019;

Considérant que les informations récoltées témoignent que les alternatives à la distribution sous film plastique existent et sont effectivement accessibles aux producteurs et mises en œuvre sur le territoire par les acteurs du secteur de l'édition et de la publicité; que moins de 20 % des envois publicitaires adressés et non adressés sont emballés sous film plastique;

Considérant que les objectifs de marketing poursuivis par l'utilisation du film plastique transparent peuvent être rencontrés par d'autres moyens; que ces moyens sont admis par les règles d'envoi de BPost et sont effectivement utilisés;

Considérant que les objectifs de regroupement de publications pour leur distribution peuvent également être rencontrés par d'autres moyens que le film plastique et sont également admis par les règles d'envoi de BPost;

Considérant que la condition fixée par l'article 6, § 4, 1^o, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets a été révisée et est rencontrée; que les alternatives au film plastique existent et sont appropriées;

Considérant que l'objectif est de prévenir les déchets d'emballages évitables qui peuvent contaminer les flux de déchets destinés à la valorisation ou accroître le taux de résidus de tri destinés à l'élimination;

Considérant que les avantages attribués aux plastiques biodégradables ou compostables en matière de protection de l'environnement lors de leur cycle de vie, en particulier en phase de fin de vie, ne sont pas suffisamment avérés;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de complexifier le message de tri vers le citoyen, ni de l'induire en erreur dans le tri des types de plastiques et matières compostables;

Considérant qu'en l'état des connaissances et considérant les objectifs poursuivis, il n'y a pas lieu de distinguer les plastiques selon la nature des polymères, ni selon leur caractère recyclable, compostable ou non;

Considérant que les conditions sont rencontrées pour interdire tous les films plastiques autour des écrits publicitaires;

Considérant la nécessité d'améliorer et de simplifier la procédure de gestion des plaintes;

Considérant que le mécanisme du formulaire de plainte n'est pas adapté au suivi de plaintes relatives au non-respect des interdictions de dépôt de cartes plastifiées sur les véhicules en stationnement et de lancement de confettis et autres projectiles festifs en plastique ou en métal; que son champ d'application doit être restreint pour être efficace;

Considérant que le logo de la Wallonie doit être mis à jour dans l'autocollant;

Considérant que le projet d'arrêté favorisant la prévention de certains déchets et la propreté publique a été notifié à la Commission européenne avant son adoption; qu'une nouvelle notification n'est pas nécessaire à dispositions techniques inchangées;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le distributeur : la personne qui assure la distribution des imprimés publicitaires ou de la presse d'information gratuite;

2° les écrits publicitaires : la presse d'information gratuite et l'imprimé publicitaire;

3° l'éditeur : la personne qui se charge et endosse la responsabilité du contenu rédactionnel d'une publication, commande et règle financièrement les ordres d'impressions et de distribution et assure-les prescrits légaux liés à ce statut;

4° le film plastique : l'enveloppe ou l'emballage en matière plastique entourant un ou plusieurs écrits;

5° l'imprimé publicitaire : la publication gratuite à vocation commerciale, visant l'intérêt particulier de l'annonceur ou des annonceurs publicitaires, à l'exclusion de la presse d'information gratuite. L'écrit publicitaire encarté, sous forme de feuillet séparé, dans la presse d'information gratuite, conserve son statut d'imprimé publicitaire;

6° le plastique : un polymère au sens de l'article 3, point 5), du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission, auquel des additifs ou d'autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui est capable de jouer le rôle de composant structurel principal de l'objet;

7° le Ministre : le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions;

8° la presse d'information gratuite : la publication gratuite, distribuée selon une périodicité régulière et définie avec un minimum de douze parutions par an, comportant de la publicité multi-marques, la mention de l'éditeur responsable et le contact de la rédaction, ainsi que, d'une part, du texte rédactionnel protégé par les droits d'auteur, avec des informations de nature journalistique liées à l'actualité récente, adaptées à la zone de distribution mais essentiellement locales et/ou communales, et, d'autre part, des informations d'intérêt général d'actualité et non périmées, adaptées à la zone de distribution, portant sur cinq des six sujets suivants :

a) les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires, ...);

b) les agendas reprenant les principales manifestations culturelles, sportives, associatives et caritatives dans la zone de distribution;

c) les offres d'emplois et de formation;

d) les annonces notariales;

e) les petites annonces de particuliers;

f) les législations, les annonces d'utilité publique et les publications officielles ou d'intérêt public, telles que les enquêtes publiques ou les publications ordonnées par les cours et tribunaux;

9° le producteur : l'éditeur d'écrits publicitaires et de publications gratuites distribués en Région wallonne;

10° la publicité : l'activité ou la pratique de communication ayant pour objet de faire connaître une marque, un produit ou service à caractère commercial et d'inciter à acheter ou à utiliser ceux-ci.

Art. 2. L'occupant d'un immeuble peut manifester à tout moment son opposition à recevoir des écrits publicitaires non adressés en apposant un autocollant régional sur sa boîte aux lettres.

L'autocollant régional exprime le refus des imprimés publicitaires et de la presse d'information gratuite non adressés, ou uniquement le refus des imprimés publicitaires non adressés.

Les deux types d'autocollants régionaux sont proposés ensemble. Ils sont conformes aux modèles repris en annexe 1 et présentent les caractéristiques techniques décrites en annexe 2.

Le Ministre peut adapter les modèles d'autocollants exprimant le refus des écrits publicitaires, et leurs caractéristiques techniques, après consultation des secteurs.

Art. 3. § 1^{er}. Il est interdit de déposer ou distribuer des écrits publicitaires non adressés :

1° en violation des indications apposées sur les boîtes aux lettres par l'autocollant régional ou toute manifestation de volonté similaire exprimée clairement et de manière générale;

2° à proximité des boîtes aux lettres auxquelles ils sont destinés, sur la voie publique ou de manière telle qu'ils puissent être entraînés sur la voie publique;

3° à proximité des boîtes aux lettres auxquelles ils sont destinés, en violation des demandes formulées par les propriétaires ou occupants d'immeubles;

4° dans les boîtes aux lettres d'immeubles manifestement inoccupés.

La distribution groupée de publications, quel qu'en soit l'objet, ayant pour but ou pour effet de ne pas respecter en tout ou partie les indications apposées sur les boîtes aux lettres est interdite.

§ 2. La distribution sous film plastique des écrits publicitaires, qu'ils soient adressés ou non adressés, et de toutes autres publications gratuites non publicitaires est interdite.

L'interdiction est directement applicable aux publications qui ne faisaient l'objet d'aucune distribution sous film plastique avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour les publications faisant l'objet d'une distribution sous film plastique avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'usage des films plastiques est progressivement réduit de manière à atteindre, pour le 31 décembre de chaque année, les objectifs suivants :

- 1° 2020 : la réduction de minimum trente pour cent de la quantité de films plastiques utilisés en 2017;
- 2° 2021 : la réduction de minimum cinquante pour cent de cette quantité;
- 3° 2022 : la suppression totale des films plastiques.

Lorsque les données ne sont pas disponibles pour 2017 et moyennant due motivation et démonstration auprès de l'administration, l'année de référence est 2018.

Par quantité de films plastiques, l'on entend le tonnage de films plastiques, ou, lorsque les données ne sont pas disponibles, et moyennant due motivation et démonstration de l'équivalence, le nombre de films utilisés. Sur avis de l'administration, le Ministre peut préciser le mode de calcul de la réduction de la quantité de films plastiques.

Art. 4. § 1^{er}. Les producteurs et les distributeurs d'écrits publicitaires non adressés distribués dans les boîtes aux lettres :

1° assurent au minimum une fois par an, de manière claire et appropriée, et de manière collective, l'information de tous les destinataires des écrits publicitaires non adressés concernant l'objectif et la disponibilité des autocollants régionaux;

2° éditent des autocollants régionaux à leurs frais, en vue de répondre aux besoins relatifs à leur distribution établis en concertation avec l'administration;

3° veillent à la distribution gratuite des autocollants régionaux au travers d'un réseau d'établissements accessibles gratuitement au public et répartis de manière homogène sur le territoire;

4° mettent à disposition de l'administration des autocollants en vue de leur diffusion par les communes et les services régionaux;

5° collaborent aux actions régionales de sensibilisation à la prévention et la gestion des déchets et la propreté publique concernant les écrits publicitaires, notamment en relayant les campagnes de communication régionales;

6° assurent le suivi des plaintes relatives au non-respect de l'autocollant régional par les distributeurs;

7° rapportent annuellement à l'administration, pour le 1^{er} mars de chaque année, les actions réalisées durant l'année qui précède conformément aux points précédents, la répartition éventuelle entre eux des différentes obligations, le bilan des plaintes et le suivi y apporté, ainsi que le nombre d'autocollants distribués au travers du réseau d'établissement visé au point 3°.

Les producteurs et les distributeurs peuvent confier l'exécution de manière collective de tout ou partie de leurs obligations à un tiers. Ils communiquent à l'administration les coordonnées de la ou des personnes de contact pour l'application des dispositions du présent article.

Le producteur d'écrits publicitaires n'excédant pas une feuille A4 et distribués au maximum deux fois par an à l'échelon exclusivement local est dispensé des obligations visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 5° et 7°.

§ 2. Les distributeurs d'écrits publicitaires rapportent annuellement à l'administration, pour le 1^{er} mars de chaque année, le nombre d'éditions, le nombre d'exemplaires et le tonnage annuel d'écrits publicitaires non adressés distribués en Région wallonne.

Les distributeurs de publications visées à l'article 3, § 2, communiquent à l'administration, pour le 1^{er} mars de chaque année, le nombre de publications emballées dans du film plastique distribuées en Wallonie l'année précédente, les producteurs respectifs de ces publications, l'année de référence, ainsi que le tonnage correspondant de films plastiques.

Les distributeurs peuvent confier l'exécution collective de tout ou partie de leurs obligations à un tiers. Ils communiquent à l'administration les coordonnées de la ou des personnes de contact pour l'application du présent article.

§ 3. L'administration peut préciser le format et les modalités des rapports et communications visés au présent article.

§ 4. Sur avis de l'administration et après consultation des organismes représentatifs des parties concernées, le Ministre peut préciser les modalités d'application du présent article, notamment le nombre minimal d'autocollants régionaux à éditer annuellement, et le format et les modalités des rapports et communication.

Art. 5. Les communes et les intercommunales de gestion des déchets informent régulièrement leurs usagers de la disponibilité des autocollants régionaux. L'information est diffusée sur leur site internet, et publiée dans le bulletin communal au minimum une fois par an.

Sans préjudice des canaux de distribution des autocollants prévus par les producteurs en application de l'article 4, les services communaux et les services de la Wallonie distribuent les autocollants régionaux.

Art. 6. Sont interdits :

1° le dépôt d'imprimés publicitaires plastifiés sur les véhicules à l'arrêt ou en stationnement sur toute voie ouverte au public, que l'assiette de celle-ci soit publique ou privée;

2° le lancement et l'abandon, sur la voie publique ou dans l'environnement, de confettis, serpentins et autres projectiles festifs, lorsqu'ils sont en matière plastique ou métallique.

Art. 7. Un formulaire de plaintes pour le non-respect des interdictions visées à l'article 3, § 1^{er}, est établi par l'administration. Il est disponible sur le portail environnement de la Wallonie et sur le site internet de la Wallonie relatif à la prévention et à la gestion des déchets.

Les plaintes sont transmises automatiquement au producteur ou, lorsqu'il est connu, au distributeur qui doit en assurer le suivi conformément à l'article 4, § 1^{er}, 6°.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 favorisant la prévention de certains déchets et la propreté publique est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. La Ministre de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Annexe n° 1 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2020 remplaçant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 favorisant la prévention de certains déchets et la propreté publique

Modèle d'autocollant n° 1 :



Les personnes qui apposent l'autocollant répondant au modèle n° 1 manifestent leur volonté de ne recevoir ni imprimé publicitaire ni presse d'information gratuite non adressés.

Modèle d'autocollant n° 2 :



Les personnes qui apposent l'autocollant répondant au modèle n° 2 manifestent leur volonté de ne pas recevoir d'imprimé publicitaire non adressé; elles restent désireuses de recevoir la presse d'information gratuite non adressée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2020 remplaçant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 relatif à la prévention des déchets et à la propreté publique.

Namur, le 23 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Annexe n° 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2020 remplaçant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 favorisant la prévention de certains déchets et la propreté publique

Les autocollants régionaux visés par le présent arrêté répondent aux caractéristiques techniques suivantes :

1° Dimensions : 95 mm x 21 mm;

2° Composition : vinyle brillant d'une épaisseur de 90 microns;

3° Couleurs : Pantone CMYK Coated :

- Fond de l'autocollant : blanc-gris – référence P 179-2C;

- Mentions exprimant le refus des imprimés publicitaires : rouge – référence P 65-8C;

- Mentions exprimant l'acceptation des imprimés publicitaires : Vert – référence P 148-8C;

- Mentions au bas de l'autocollant : noir standard – référence Black;

Coq wallon : rouge - référence P 186 C – noir – référence P Black #

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2020 remplaçant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 relatif à la prévention des déchets et à la propreté publique.

Namur, le 23 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/41047]

23. APRIL 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ersetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Vermeidung bestimmter Abfälle und zur Förderung der öffentlichen Sauberkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 6, § 4, Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007 und zuletzt ersetzt durch das Dekret vom 23. Juni 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Vermeidung bestimmter Abfälle und zur Förderung der öffentlichen Sauberkeit;

Aufgrund des Berichts vom 8. Januar 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 26. September 2018 in Anwendung des Artikels 84, § 2, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 64.102/4 des Staatsrats;

Aufgrund der am 29. Oktober 2018 erfolgten Notifizierung an die Europäische Kommission in Anwendung der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft und der Richtlinie 94/62/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 1994 über Verpackungen und Verpackungsabfälle;

Aufgrund des am 4. März 2020 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 67.003/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Entscheids Nr. 245.572 vom 28. Februar 2019 der Verwaltungsabteilung des Staatsrates, durch welches die Aufhebung des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 beschlossen wird;

In der Erwägung, dass die Verwaltung in ihrem Bericht über die Umsetzung, für den Zeitraum 2016-2017, der Umweltvereinbarung vom 5. Dezember 2013 betreffend die Umsetzung der Rücknahmepflicht für Papierabfälle zwischen der Wallonischen Region und den Verbänden, die die Presse vertreten, vorschlägt, die im Bereich der Vermeidung der Abfälle geltenden Verpflichtungen auf den Stop-Pub-Ansatz und auf die Verpackung von Veröffentlichungen aus Plastikfolien zu konzentrieren und die Gleichheit zwischen dem Pressesektor und dem Werbesektor zu gewährleisten;

Unter Berücksichtigung der von den Herstellern im Rahmen ihrer Verpflichtung zur Rücknahme von Altpapier zwischen 2014 und 2017 übermittelten Daten, aus denen hervorgeht, dass der Großteil des Werbematerials ohne Verpackung verteilt wird;

In Erwägung der Konsultationen, die vor der Verabschiedung des Erlasses vom 28. Februar 2019 mit den Vertretern der Hersteller und Vertreter von Werbeschriften stattgefunden haben;

In Erwägung der von BPost festgelegten Bedingungen für die Verteilung von adressierten Massensendungen und der Überwachungsdaten von BPost im Jahr 2019;

In der Erwägung, dass aus den gesammelten Informationen hervorgeht, dass Alternativen zur Verteilung in Plastikfolie bestehen und für die Hersteller tatsächlich zugänglich sind und von den Akteuren des Verlags- und Werbesektors in dem Gebiet umgesetzt werden; dass weniger als 20 % der adressierten und nicht adressierten Werbesendungen in Plastikfolie verpackt sind;

In der Erwägung, dass die mit der Verwendung transparenter Plastikfolie verfolgten Marketingziele mit anderen Mitteln erreicht werden können; dass diese Mittel nach den Versandvorschriften von BPost zulässig sind und tatsächlich verwendet werden;

In der Erwägung, dass die Ziele der Gruppierung von Publikationen zur Verteilung auch mit anderen Mitteln als Plastikfolie erreicht werden können und auch durch die Versandvorschriften der BPost erlaubt sind;

In der Erwägung, dass die in Artikel 6, § 4, 1°, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle festgelegte Bedingung erneut überprüft wurde und erfüllt ist; dass es Alternativen zur Plastikfolie gibt und dass diese angemessen sind;

In der Erwägung, dass das Ziel ist, vermeidbare Verpackungsabfälle zu vermeiden, die zur Verwertung bestimmte Abfallströme verunreinigen oder den Anteil der zur Beseitigung bestimmten Sortierrückstände erhöhen können;

In der Erwägung, dass die Vorteile, die biologisch abbaubaren oder kompostierbaren Kunststoffen im Hinblick auf den Umweltschutz zugeschrieben werden, während ihres Lebenszyklus, insbesondere am Ende ihres Lebenszyklus, nicht ausreichend nachgewiesen sind;

In der Erwägung, dass es nicht notwendig ist, die Botschaft über die Sortierung gegenüber dem Bürger komplizierter zu machen oder ihn bei der Sortierung der Arten von Kunststoffen und kompostierbaren Materialien in die Irre zu führen;

In der Erwägung, dass es in Anbetracht des Kenntnisstandes und der verfolgten Ziele nicht erforderlich ist, zwischen Kunststoffen nach der Art der Polymere zu unterscheiden, auch nicht danach, ob sie recyclingfähig, kompostierbar oder nicht recyclingfähig sind oder nicht;

In der Erwägung, dass die Bedingungen erfüllt sind, um alle Plastikfolien um Werbeschriften zu verbieten;

In Erwägung der Notwendigkeit, das Verfahren zur Behandlung von Beschwerden zu verbessern und zu vereinfachen;

In der Erwägung, dass der Mechanismus des Beschwerdeformulars nicht für die Behandlung von Beschwerden im Zusammenhang mit der Nichteinhaltung der Verbote des Anbringens von Plastikkarten auf geparkten Fahrzeugen und des Werfens von Konfetti und anderen festlichen Plastik- oder Metallgeschossen geeignet ist; dass sein Anwendungsbereich eingeschränkt werden muss, um wirksam zu sein;

In der Erwägung, dass das Logo der Wallonie auf dem Aufkleber aktualisiert werden muss;

In der Erwägung, dass der Entwurf eines Erlasses zur Förderung der Vermeidung bestimmter Abfallarten und der öffentlichen Sauberkeit der Europäischen Kommission vor seiner Verabschiedung notifiziert wurde; dass eine erneute Notifizierung bei unveränderten technischen Bestimmungen nicht erforderlich ist;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;
Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verteiler : die Person, die Reklameblätter oder kostenlose Informationspresse verteilt;

2° Reklameschriften: die kostenlose Informationspresse und Reklameblätter;

3° Herausgeber: die Person, die die Verantwortung des redaktionellen Inhalts einer Veröffentlichung übernimmt und trägt, die Druck- und Verteilungsaufträge aufgibt und finanziell regelt und für die mit diesem Status verbundenen gesetzlichen Vorschriften sorgt;

4° Plastikfolie: die Hülle oder Verpackung aus Kunststoff, die ein oder mehrere Schriftstücke umgibt;

5° Reklameblatt: die kostenlose Veröffentlichung zu gewerblichen Zwecken, die das besondere Interesse des oder der Werbenden betrifft, mit Ausnahme der kostenlosen Informationspresse. Das in der Form eines separaten Blattes in der kostenlosen Informationspresse eingesteckte Reklameschriftstück behält seinen Status als Reklameblatt;

6° Kunststoff : ein Polymer im Sinne des Artikels 3 Punkt 5) der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 zur Registrierung, Bewertung, Zulassung und Beschränkung chemischer Stoffe (REACH), zur Schaffung einer Europäischen Chemikalienagentur, zur Änderung der Richtlinie 1999/45/EG und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 793/93 des Rates, der Verordnung (EG) Nr. 1488/94 der Kommission, der Richtlinie 76/769/EWG des Rates sowie der Richtlinien 91/155/EWG, 93/67/EWG, 93/105/EG und 2000/21/EG der Kommission, dem Zusatzstoffe oder andere Stoffe hinzugefügt werden konnten und das als struktureller Hauptbestandteil dienen kann;

7° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

8° kostenlose Informationspresse: die kostenlose Veröffentlichung, die in regelmäßigen und festen Abständen verteilt und mindestens zwölf Mal im Jahr herausgegeben wird, die die Multi-Markenwerbung, Angaben des verantwortlichen Herausgebers und des Kontakts der Redaktion sowie einerseits urheberrechtlich geschützten redaktionellen Text mit journalistischen, dem Verteilungsgebiet angepassten, jedoch hauptsächlich lokalen und kommunalen Informationen in Verbindung mit den jüngsten Ereignissen, und andererseits noch aktuelle und dem Verteilungsgebiet angepasste Informationen allgemeinen Interesses enthält, und die sich auf fünf der folgenden sechs Themen bezieht:

a) Bereitschaftsdienstzeiten (Ärzte, Apotheker, Tierärzte, usw.);

b) Kalender der hauptsächlich kulturellen, sportlichen, assoziativen und karitativen Veranstaltungen in dem Verteilungsgebiet;

c) Stellen- und Ausbildungsangebote;

d) notarielle Immobilienanzeigen;

e) Kleinanzeigen von Privatpersonen;

f) gesetzliche Bestimmungen, gemeinnützliche Meldungen und offizielle oder gemeinnützliche Veröffentlichungen wie zum Beispiel die öffentlichen Untersuchungen oder die von den Gerichten und Gerichtshöfen angeordneten Veröffentlichungen;

9° Hersteller: der Herausgeber von Reklameschriften oder kostenlosen Veröffentlichungen, die in der Wallonischen Region verteilt werden;

10° Werbung: Aktivität oder Meldepraxis, die zum Gegenstand hat, ein Warenzeichen, ein Produkt oder eine Dienstleistung kommerzieller Art bekannt zu machen, und zu deren Ankauf oder Benutzung anzuregen.

Art. 2 - Der Bewohner eines Gebäudes kann jederzeit melden, dass er ihm nicht adressierte Reklameschriften nicht erhalten möchte, indem er einen regionalen Aufkleber auf seinen Briefkasten anbringt.

Der regionale Aufkleber drückt die Ablehnung der Reklameblätter und der kostenlosen Informationspresse, die an ihn nicht adressiert sind, oder nur die Ablehnung der nicht adressierten Reklameblätter aus.

Die zwei Arten regionaler Aufkleber werden zusammen vorgeschlagen. Sie entsprechen den in Anhang 1 beigefügten Mustern und weisen die in Anhang 2 beschriebenen technischen Merkmale auf.

Der Minister kann die Muster der Aufkleber zum Ausdruck der Ablehnung von Reklameschriften und deren technischen Merkmale nach Zurateziehung der Sektoren anpassen.

Art. 3 - § 1. Es ist verboten, nicht adressierte Reklameschriften zu hinterlegen oder zu verteilen:

1° unter Verstoß gegen die auf den Briefkästen anhand des regionalen Aufklebers angebrachten Vermerke oder gegen jeglichen ähnlichen, deutlich und im Allgemeinen ausgedrückten Willen;

2° in der Nähe der Briefkästen, denen sie bestimmt werden, auf der öffentlichen Straße oder derart, dass sie auf die öffentliche Straße gelangen können;

3° in der Nähe der Briefkästen, denen sie bestimmt werden, unter Verstoß gegen die von den Eigentümern oder Bewohnern der Immobilien geäußerten Gesuchen;

4° in den Briefkästen von offensichtlich unbewohnten Gebäuden.

Die gruppierte Verteilung von Veröffentlichungen, ungeachtet ihres Gegenstands, die zum Zweck oder als Wirkung haben, dass die auf den Briefkästen angebrachten Vermerke ganz oder teilweise nicht beachtet werden, ist verboten.

§ 2. Die Verteilung unter Plastikfolie der Reklameschriften, ob adressiert oder nicht, und aller sonstigen kostenlosen Veröffentlichungen, die keine Werbung sind, ist verboten.

Das Verbot findet unmittelbar Anwendung auf die Veröffentlichungen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nicht unter Plastikfolie verteilt wurden.

Für die Veröffentlichungen, die Gegenstand einer Verteilung unter Plastikfolie vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses sind, wird die Verwendung der Plastikfolien allmählich verringert, um bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres folgende Ziele zu erreichen:

1° 2020: Verringerung um mindestens 30 % der Menge der 2017 verwandten Plastikfolien;

2° 2021: Verringerung um mindestens 50% dieser Menge;

3° 2022: völlige Abschaffung der Plastikfolien.

Wenn die Daten für das Jahr 2017 nicht verfügbar sind, gilt nach ordnungsgemäßer Begründung und Beweisführung bei der Verwaltung das Jahr 2018 als Bezugsjahr.

Unter Menge Plastikfolie versteht man die Tonnage Plastikfolien oder, wenn die Daten nicht verfügbar sind, und nach ordnungsgemäßer Begründung und Beweisführung der Gleichwertigkeit, die Anzahl verwandten Folien. Auf Stellungnahme der Verwaltung kann der Minister das Verfahren zur Berechnung der Verringerung der Menge Plastikfolien bestimmen.

Art. 4 - § 1. Die Hersteller und Verteiler von nicht adressierten Reklameschriften, die in die Briefkästen verteilt werden:

1° gewährleisten mindestens einmal im Jahr deutlich und auf angemessene und kollektive Weise die Information aller Empfänger der nicht adressierten Reklameschriften über den Zweck und die Verfügbarkeit der regionalen Aufkleber;

2° geben regionale Aufkleber auf ihre Kosten heraus, um den in Absprache mit der Verwaltung erfassten Bedürfnissen bezüglich ihrer Verteilung nachzukommen;

3° sorgen für die kostenlose Verteilung der regionalen Aufkleber durch ein Netz von der Öffentlichkeit frei zugänglichen Einrichtungen, die auf dem Gebiet homogen verteilt sind;

4° stellen der Verwaltung Aufkleber zwecks deren Verteilung durch die Gemeinden und regionalen Dienststellen zur Verfügung;

5° tragen zu regionalen Aktionen zur Bewusstseinsbildung für die Vermeidung und Behandlung von Abfällen und die öffentliche Sauberkeit bezüglich Reklameschriften zu, insbesondere durch Verbreitung der regionalen Kommunikationskampagnen;

6° sorgen für die Behandlung der Klagen über die Nichtbeachtung des regionalen Aufklebers durch die Verteiler;

7° erstatten der Verwaltung jährlich vor dem 1. März eines jeden Jahres Bericht über die im Laufe des vorigen Jahres gemäß den oben stehenden Punkten geführten Aktionen, die eventuelle Verteilung unter einander der verschiedenen Verpflichtungen, die Bilanz der Klagen und deren Behandlung, sowie die Anzahl der über das in Ziffer 3 genannte Netz der Einrichtungen verteilten Aufkleber.

Die Hersteller und Verteiler können die Ausführung aller oder eines Teils ihrer Verpflichtungen auf kollektive Weise einem Dritten anvertrauen. Sie teilen der Verwaltung die Daten über die Kontaktperson(en) für die Anwendung der Bestimmungen vorliegenden Artikels mit.

Der Hersteller von Reklameschriften, die kein Blatt A4 übersteigen und höchstens zweimal im Jahr ausschließlich auf lokaler Ebene verteilt werden, ist von den in Absatz 1 Ziffer 1 bis 5 und 7 genannten Verpflichtungen befreit.

§ 2. Die Verteiler von Reklameschriften erstatten der Verwaltung jährlich vor dem 1. März eines jeden Jahres Bericht über die Anzahl Ausgaben, die Anzahl Exemplare und die jährliche Tonnage von in der Wallonischen Region verteilten nicht adressierten Reklameschriften.

Die Verteiler der in Artikel 3 § 2 erwähnten Veröffentlichungen teilen der Verwaltung bis zum 1. März eines jeden Jahres die Anzahl Veröffentlichungen, die in der Wallonie in dem vorigen Jahr unter Plastikfolie verteilt wurden, die jeweiligen Hersteller dieser Veröffentlichungen, das Bezugsjahr sowie die entsprechende Tonnage von Plastikfolien mit.

Die Hersteller und Verteiler können die Ausführung aller oder eines Teils ihrer Verpflichtungen auf kollektive Weise einem Dritten anvertrauen. Sie teilen der Verwaltung die Daten über die Kontaktperson(en) für die Anwendung vorliegenden Artikels mit.

§ 3. Die Verwaltung kann das Format und die Modalitäten für die Berichte und Mitteilungen im Sinne des vorliegenden Artikels bestimmen.

§ 4. Auf Stellungnahme der Verwaltung und nach Konsultierung der Einrichtungen, die die betroffenen Parteien vertreten, kann der Minister die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels, insbesondere die Mindestanzahl regionaler Aufkleber, die jährlich herauszugeben sind, und das Format und die Modalitäten für die Berichte und Mitteilungen bestimmen.

Art. 5 - Die Gemeinden und Interkommunalen für Abfallwirtschaft informieren regelmäßig ihre Benutzer über die Verfügbarkeit der regionalen Aufkleber. Die Information wird auf ihrer Internetseite und in dem gemeindlichen Informationsblatt mindestens einmal im Jahr veröffentlicht.

Unbeschadet der in Anwendung von Artikel 4 von den Herstellern vorgesehenen Verteilungskanäle der Aufkleber verteilen die Gemeindedienststellen und die Dienststellen der Wallonie die regionalen Aufkleber.

Art. 6 - Verboten sind:

1° das Hinterlegen von Reklameblättern unter Plastikfolie auf haltende oder parkierte Fahrzeuge auf jeglicher der Öffentlichkeit offenen Straße, ungeachtet, ob die Grundlage der Straße öffentlich oder privat ist.

2° das Werfen oder Verlassen auf der öffentlichen Straße oder in der Umwelt von Konfettis, Luftschlangen und sonstigen feierlichen Wurfgeschossen, ob aus Kunststoff oder aus Metall.

Art. 7 - Ein Klageformular wegen Nichtbeachtung der in Artikel 3, § 1 erwähnten Verbote wird von der Verwaltung erstellt. Es ist auf dem Umwelt-Portal der Internetseite der Wallonie und auf der Internetseite der Wallonie über die Vermeidung und die Verwaltung der Abfälle verfügbar.

Die Klagen werden dem Hersteller automatisch weitergeleitet, oder, wenn er bekannt ist, dem Verteiler, der sie gemäß Artikel 4 § 1 Ziffer 6° zu behandeln hat.

Art. 8 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Vermeidung bestimmter Abfälle und zur Förderung der öffentlichen Sauberkeit wird aufgehoben.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Die Ministerin für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. April 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

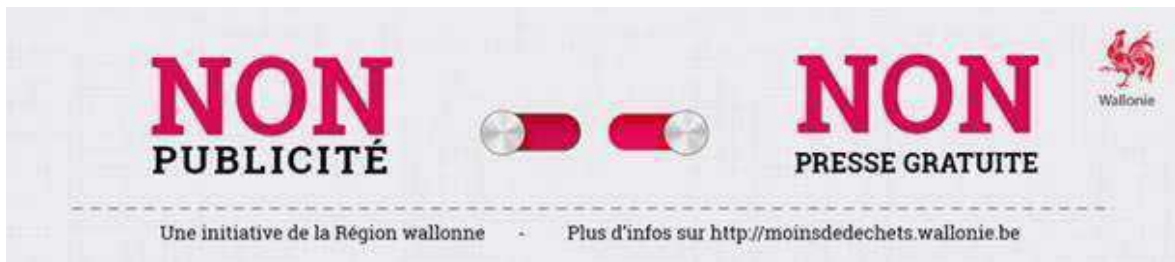
E. DI RÜPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

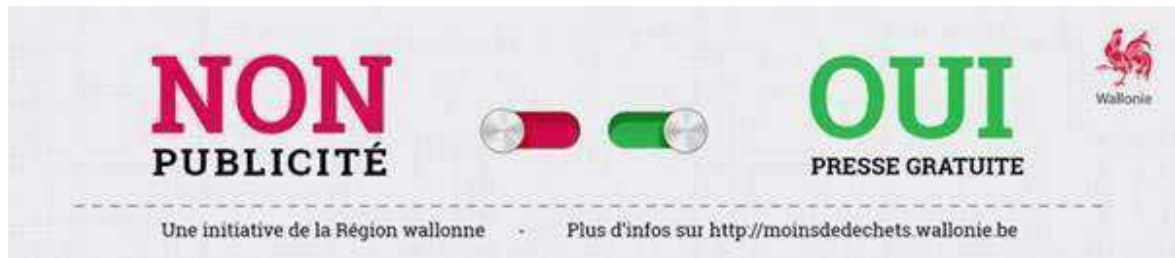
Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2020 zur Ersetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Vermeidung bestimmter Abfälle und zur Förderung der öffentlichen Sauberkeit

Aufkleber - Muster Nr. 1 :



Die Personen, die den Aufkleber nach dem Muster Nr. 1 anbringen, äußern ihren Willen, weder Reklameblätter noch kostenlose Informationspresse, die nicht adressiert sind, zu erhalten.

Aufkleber - Muster Nr. 2 :



Die Personen, die den Aufkleber nach dem Muster Nr. 2 anbringen, äußern ihren Willen, nicht adressierte Reklameblätter zu erhalten; sie möchten jedoch die nicht adressierte kostenlose Informationspresse weiterhin erhalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2020 zur Ersetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Vermeidung bestimmter Abfälle und zur Förderung der öffentlichen Sauberkeit beigefügt zu werden.

Namur, den 23. April 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2020 zur Ersetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Vermeidung bestimmter Abfälle und zur Förderung der öffentlichen Sauberkeit

Die regionalen Aufkleber nach dem vorliegenden Erlass entsprechen den folgenden technischen Merkmalen:

1° Abmessungen: 95 mm x 21 mm;

2° Zusammensetzung: ca. 90 µ starkes glänzendes Vinyl;

3° Farben: Pantone CMYK Coated :

- Hintergrund des Aufklebers: weiß-grau-Referenz P 179-2C

- Angaben zur Äußerung der Ablehnung der Reklameblätter: rot - Referenz P 65-8C;

- Angaben zur Äußerung der Annahme der Reklameblätter: Grün - Referenz P 148-8C;

- Angaben im unteren Teil des Aufklebers: Standard-schwarz - Referenz Black;

Wallonischer Hahn: rot - Referenz P 186 C - schwarz - Referenz P Black #

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2020 zur Ersetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Vermeidung bestimmter Abfälle und zur Förderung der öffentlichen Sauberkeit beigelegt zu werden.

Namur, den 23. April 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41047]

23 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot vervanging van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 6, § 4, lid 1, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007 en laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering 28 februari 2019 tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid;

Gelet op het rapport van 8 januari 2020 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 64.102/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de mededeling 2018/0542/B-S10E aan de Europese Commissie, op 29 oktober 2018, overeenkomstig Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, en Richtlijn 94/64/CE betreffende verpakking en verpakkingsafval;

Gelet op het advies 67.003/4 van de Raad van State, gegeven op 4 maart 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het arrest nr. 245.572 van 28 februari 2019 van de administratieve afdeling van de Raad van State die beslist heeft om bovengenoemd besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 op te schorten;

Overwegende dat de Administratie, in haar uitvoeringsverslag voor de periode 2016-2017 van de milieuovereenkomst van 5 december 2013 betreffende de uitvoering van de terugnameplicht voor papierafval tussen het Waals Gewest en de federaties die de pers vertegenwoordigen, voorstelt om de verplichtingen inzake preventie te heroriënteren op de "stop-pub"-aanpak en de kunststoffolies rond de publicaties en om een gelijke behandeling tussen de pers- en de reclamesectoren te waarborgen;

Gelet op de gegevens die de producenten hebben meegedeeld in het kader van hun terugnameplicht voor papierafval tussen 2014 en 2017 waaruit blijkt dat het merendeel van de reclameteksten zonder verpakking worden verspreid;

Gelet op het overleg dat vóór de goedkeuring van het besluit van 28 februari 2019 heeft plaatsgevonden met vertegenwoordigers van de producenten en distributeurs van reclameteksten;

Gezien de door BPost gestelde voorwaarden voor de distributie van geadresseerde massamailings en de monitoringgegevens van BPost voor het jaar 2019;

Overwegende dat de verzamelde informatie aantoont dat er alternatieven voor de distributie in kunststoffolies bestaan en dat deze daadwerkelijk toegankelijk zijn voor producenten en worden toegepast door de actoren in de uitgeverij- en reclamesector; dat minder dan 20% van de geadresseerde en ongeadresseerde reclamezendingen onder kunststoffolie zijn verpakt;

Overwegende dat de marketingdoelstellingen die met het gebruik van transparante kunststoffolies worden nagestreefd, met andere middelen kunnen worden bereikt; dat deze middelen door de mailingregels van BPost zijn toegestaan en daadwerkelijk worden gebruikt;

Overwegende dat de doelstellingen om publicaties te groeperen voor distributie ook met andere middelen dan kunststoffolie kunnen worden bereikt en dat de mailingregels van BPost dit ook toestaan;

Overwegende dat de voorwaarde vastgesteld in artikel 6, § 4, 1°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen opnieuw nagekeken is en dat er aan deze voorwaarde voldaan wordt; dat er gepaste alternatieven voor kunststoffolie bestaan;

Overwegende dat de doelstelling is om vermijdbaar verpakkingsafval te voorkomen dat de voor valorisatie bestemde afvalstromen kan besmetten of het percentage sorteerresiduen dat voor verwijdering bestemd is, kan verhogen;

Overwegende dat de voordelen van de biologisch afbreekbare of composteerbare kunststoffen tijdens hun levenscyclus, met name aan het einde van hun levensduur, in het kader van de milieubescherming niet voldoende zijn bewezen;

Overwegende dat het niet nodig is om de sorteerbodschap naar de burger toe te bemoeilijken of hem te misleiden bij het sorteren van de soorten kunststoffen en composteerbare materialen;

Overwegende dat het niet nodig is, gelet op de stand van de kennis terzake en de nagestreefte doelstellingen, een onderscheid te maken tussen kunststoffen naar gelang van de aard van de polymeren, noch naar gelang zij al dan niet recycleerbaar of composteerbaar zijn;

Overwegende dat er aan de voorwaarden wordt voldaan om alle kunststoffolies rond reclameteksten te verbieden;

Gelet op de noodzaak om de procedure voor klachtenbeheer te verbeteren en te vereenvoudigen;

Overwegende dat het mechanisme van het klachtenformulier niet aangepast is aan de opvolging van klachten over de niet-naleving van de verbodsbepalingen inzake het plaatsen van plastic kaarten op geparkeerde voertuigen en het gooien van confetti en andere feestelijke plastic of metalen projectielen; dat het toepassingsgebied van het formulier moet worden beperkt om doeltreffend te zijn;

Overwegende dat het logo van Wallonië op de sticker bijgewerkt moet worden;

Overwegende dat het ontwerp van besluit ter bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en de openbare netheid vóór de goedkeuring ervan bij de Europese Commissie is betekend; dat een nieuwe betekening, indien de technische bepalingen ongewijzigd blijven, niet nodig is;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° verdeler: de persoon die zorgt voor de verdeling van reclamdrukwerk of gratis informatiebladen;

2° reclameteksten: de gratis informatiebladen en het reclamdrukwerk;

3° uitgever: de persoon die belast is met en verantwoordelijk is voor de redactionele inhoud van een publicatie, die de druk- en verdelingsopdrachten bestelt en financieel regelt en die toeziet op de wettelijke vereisten in verband met dit statuut;

4° plasticfolie: de plastic omhulsel of verpakking rond één of meerdere geschriften;

5° reclamdrukwerk: de gratis publicatie met commerciële doeleinden die het bijzonder belang van de adverteerder(s) beoogt, met uitzondering van de gratis informatiebladen. De reclametekst die in de gratis informatiebladen in de vorm van een afzonderlijke folder wordt ingelegd, behoudt zijn statuut van reclamdrukwerk.

6° kunststof: een polymeer in de zin van artikel 3, punt 5, van Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie, waaraan additieven of andere stoffen kunnen zijn toegevoegd, en dat kan fungeren als structureel hoofdbestanddeel van draagtassen;

7° Minister: de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is;

8° gratis informatiebladen : de gratis publicatie verspreid volgens een regelmatige en vastgelegde periodiciteit met een minimum van twaalf nummers per jaar en bevattende de multimerken-reclame, de vermelding van de verantwoordelijke uitgever en de contactpersoon van de redactie, alsmede, enerzijds, door de auteursrechten beschermde redactionele tekst, met informatie van journalistieke aard die gebonden is aan de recente gebeurtenissen en aangepast aan het verdelingsgebied, maar die hoofdzakelijk lokaal en/of gemeentelijk is, en anderzijds, niet-verouderde informatie van algemeen belang over actuele gebeurtenissen die aangepast is aan het verdelingsgebied, met betrekking tot vijf van de zes volgende onderwerpen:

a) de beurtregelingen (artsen, apothekers, dierenartsen,...);

b) de agenda's met de belangrijkste culturele, sportieve, verenigings- en liefdadigheidsevenementen in het distributiegebied;

c) de werkaanbiedingen en opleidingsaanbod;

d) de notariële aankondigingen;

e) de advertenties van particulieren;

f) de wetgevingen, de aankondigingen van openbaar nut en de officiële publicaties of publicaties van openbaar belang, zoals de openbare onderzoeken of publicaties die in opdracht van rechtbanken en gerechtshoven zijn gelast;

9° producent: de uitgever van reclameteksten en van gratis publicaties die in het Waalse Gewest worden verspreid;

10° reclame: de activiteit of de communicatiepraktijk die erop gericht is een merk, een product of een dienst van commerciële aard te promoten en de aankoop of het gebruik daarvan aan te moedigen.

Art. 2. De bewoner van een gebouw kan zich op elk moment verzetten tegen het ontvangen van ongeadresseerde reclameteksten door een regionale sticker op zijn brievenbus aan te kleven.

De regionale sticker drukt de weigering van het ongeadresseerde reclamdrukwerk en van de ongeadresseerde gratis informatiebladen of alleen de weigering van het ongeadresseerde reclamdrukwerk uit.

De twee soorten regionale stickers worden gezamenlijk voorgesteld. Ze stemmen met de in bijlage 1 bedoelde modellen overeen en hebben de in bijlage 2 bedoelde technische kenmerken.

De Minister kan de modellen van de stickers tot uitdrukking van de weigering van de reclameteksten en hun technische kenmerken na raadpleging van de sectoren aanpassen.

Art. 3. § 1. Het is verboden ongeadresseerde reclameteksten af te geven of te verdelen:

1° in overtreding van de voorschriften die door de regionale sticker op de brievenbussen zijn aangebracht of van iedere duidelijk en in het algemeen uitgedrukte gelijksoortige wilsuiting;

2° in de nabijheid van de brievenbussen waarvoor ze zijn bestemd, op de openbare weg of zodanig dat ze op de openbare weg zouden terechtkomen;

3° in de nabijheid van de brievenbussen waarvoor ze zijn bestemd, in strijd met de verzoeken van de eigenaars of bewoners van gebouwen;

4° in de brievenbussen van blijkbaar onbewoonde gebouwen.

De gezamenlijke verdeling van publicaties, ongeacht het onderwerp, die als doel of gevolg hebben dat de op de brievenbussen aangebrachte vermeldingen geheel of gedeeltelijk niet of niet volledig worden nagekomen, is verboden.

§ 2. De verdeling onder plastic folie van de al dan niet geadresseerde reclameteksten en iedere andere niet-publicitaire gratis publicatie is verboden.

Het verbod is rechtstreeks toepasselijk op de publicaties die vóór de inwerkingtreding van dit besluit niet onder plastic folie werden verspreid.

Voor de publicaties die het voorwerp uitmaken van een verdeling onder plastic folie vóór de inwerkingtreding van dit besluit, wordt het gebruik van plastic folie geleidelijk verminderd zodat de volgende doelstellingen voor 31 december van elk jaar worden bereikt:

1° 2020: de vermindering met minimum dertig percent van de hoeveelheid plastic folie gebruikt in 2017;

2° 2021 : de vermindering met minimum vijftig percent van deze hoeveelheid;

3° 2022: de totale verwijdering van plastic folie.

Wanneer de gegevens voor 2017 niet beschikbaar zijn en mits behoorlijk gerechtvaardigde redenen en bewijsvoering bij de Administratie is het referentiejaar 2018.

Onder hoeveelheid plastic folie wordt verstaan de tonnage plastic folie of wanneer de gegevens niet beschikbaar zijn, en, mits behoorlijk gerechtvaardigde redenen en bewijsvoering, het aantal gebruikte films. Op advies van de Administratie kan de Minister de berekeningswijze van de vermindering van de hoeveelheid plastic folie bepalen.

Art. 4. § 1. De producenten en verdelers van ongeadresseerde reclameteksten verspreid in de brievenbussen:

1° zorgen minstens één keer per jaar op duidelijke, aangepaste en gemeenschappelijke wijze voor de informatie van alle ontvangers van ongeadresseerde reclameteksten over de doelstelling en de beschikbaarheid van de regionale stickers;

2° geven regionale stickers op eigen kosten uit om in te spelen op de in overleg met de Administratie bepaalde behoeften betreffende hun verdeling;

3° zorgen voor de kosteloze verdeling van de regionale stickers via een net van inrichtingen die gratis toegankelijk zijn voor het publiek en die op homogene manier op het grondgebied worden verdeeld;

4° stellen stickers ter beschikking van de Administratie met het oog op hun verdeling door de gemeenten en de gewestelijke diensten;

5° werken mee aan gewestelijke bewustmakingsacties inzake van afvalpreventie en -beheer en openbare netheid wat betreft de reclameteksten, met name door gewestelijke communicatiecampagnes door te geven;

6° zorgen voor de opvolging van de klachten betreffende de niet-naleving van de regionale sticker door de verdelers;

7° brengen jaarlijks voor 1 maart van elk jaar verslag uit aan de Administratie over de acties die overeenkomstig de vorige punten tijdens het vorige jaar zijn uitgevoerd, de eventuele verdeling tussen elkaar van de verschillende verplichtingen, de beoordeling van de klachten en de opvolging daarvan alsook het aantal stickers verspreid via het in punt 3° bedoelde net van inrichtingen.

De producenten en de verdelers kunnen de uitvoering van het geheel of een gedeelte van hun verplichtingen gezamenlijk aan een derde toevertrouwen. Ze delen de personalia van de contactpersoon(onen) voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel aan de Administratie mede.

De producent van reclameteksten van maximaal één blad A4 die ten hoogste tweemaal per jaar op uitsluitend lokaal niveau worden verspreid, is vrijgesteld van de in de eerste lid, 1° tot 5° en 7°, bedoelde verplichtingen.

§ 2. De verdelers van reclameteksten brengen jaarlijks voor 1 maart van elk jaar verslag uit aan de Administratie over het aantal uitgaven, het aantal exemplaren en de jaarlijkse tonnage van ongeadresseerde reclameteksten in het Waalse Gewest.

De verdelers van de in artikel 3, § 2, bedoelde publicaties delen voor 1 maart van elk jaar het aantal publicaties die onder plastic folie worden verpakt en die tijdens het vorige jaar in Wallonië zijn verspreid, de respectievelijke producenten van die publicaties, het referentiejaar alsook de overeenstemmende tonnage van plastic folie aan de Administratie mede.

De verdelers kunnen de uitvoering van het geheel of een gedeelte van hun verplichtingen gezamenlijk aan een derde toevertrouwen. Ze delen de personalia van de contactpersoon(onen) voor de toepassing van dit artikel aan de Administratie mede.

§ 3. De Administratie kan het formaat en de modaliteiten van de in dit artikel bedoelde verslagen en mededelingen bepalen.

§ 4. Op advies van de Administratie en na raadpleging van de representatieve instellingen van de betrokken partijen kan de Minister de modaliteiten van dit artikel, met name het minimaal aantal regionale stickers die jaarlijks moeten worden uitgegeven, en het formaat en de modaliteiten van de verslagen en mededelingen bepalen.

Art. 5. De gemeenten en de intercommunales bevoegd voor afvalbeheer lichten regelmatig hun gebruikers over de beschikbaarheid van de regionale stickers in. De informatie wordt op hun website verspreid en minstens één keer per jaar in het gemeentelijk bulletin bekendgemaakt.

Onverminderd de verdelingskanalen voor de stickers waarin de producenten overeenkomstig artikel 4 voorzien, verdelen de gemeentelijke diensten en de diensten van Wallonië de regionale stickers.

Art. 6. Verboden zijn:

1° het achterlaten van plastic reclamedrukwerk op stilstaande of geparkeerde voertuigen op alle wegen die voor het publiek toegankelijk zijn, ongeacht of de belastinggrondslag openbaar of particulier is;

2° het gooien en achterlaten, op de openbare weg of in het leefmilieu, van confetti, serpentine en andere feestelijke projectielen, wanneer deze van plastic of metaal zijn gemaakt.

Art. 7. Een klachtformulier voor de niet-naleving van de in de artikelen 3, § 1, bedoelde verbodsbepalingen wordt door de Administratie opgemaakt. Het is beschikbaar op het Milieuportaal van Wallonië en op de Website van Wallonië betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen.

De klachten worden automatisch overgemaakt aan de producent of, indien bekend, aan de verdeler, die ze moet opvolgen overeenkomstig artikel 4, § 1, 6°.

Art. 8. Het besluit van de Waalse Regering 28 februari 2019 tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid wordt opgeheven.

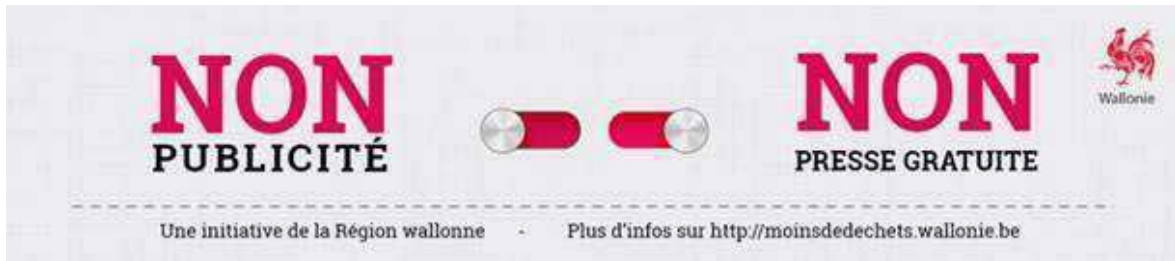
Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 23 april 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

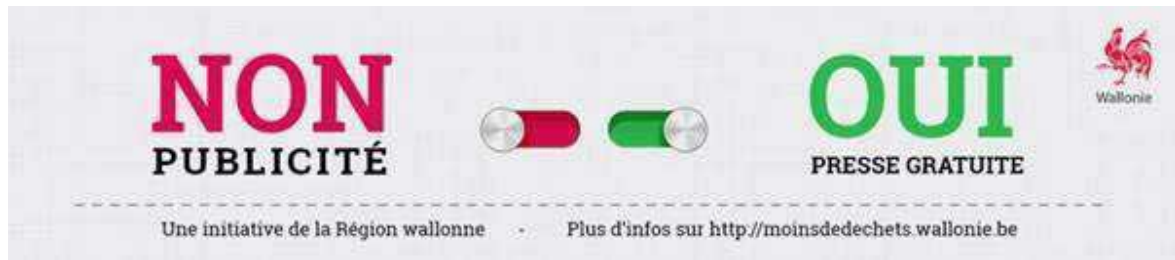
Bijlagen

Bijlage nr. 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2020 tot vervanging van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid
Model van sticker nr. 1:



De personen die de sticker naar model nr. 1 opkleven, uiten de wens om geen ongeadresseerd reclamedrukwerk en geen ongeadresseerde gratis informatiebladen te ontvangen.

Model van sticker nr. 2:



De personen die de sticker naar model nr. 2 opkleven, uiten de wens om geen ongeadresseerd reclamedrukwerk te ontvangen; wel ze wensen nog ongeadresseerde gratis informatiebladen nog te ontvangen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2020 tot vervanging van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid.

Namen, 23 april 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Bijlage nr. 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2020 tot vervanging van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid

De in dit besluit bedoelde regionale stickers hebben de volgende technische kenmerken:

- 1° Afmetingen: 95 mm x 21 mm;
- 2° Samenstelling: glanzend vinyl met een breedte van 90 microns;
- 3° Kleuren : Pantone CMYK Coated:
 - Achtergrond van de sticker: wit-grijs - verwijzing P 179-2C;
 - Inhoud waarin de weigering van reclamedrukwerk tot uitdrukking wordt gebracht: rood – verwijzing P 179-2C;
 - Inhoud waarin de aanvaarding van reclamedrukwerk tot uitdrukking wordt gebracht: Groen - verwijzing P 148-8C;
 - Vermeldingen aan de onderkant van de sticker: zwart standaard - verwijzing Black;

Waalse haan: rood - verwijzing P 186 C - zwart - verwijzing P Black #

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2020 tot vervanging van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid.

Namen, 23 april 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41213]

30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la pandémie de coronavirus et de la reprise progressive des activités

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment son article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, notamment ses articles 361 et suivants, tels que modifiés;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 relatif au télétravail, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, pour ses dispositions encore applicables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2020 portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de coronavirus;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 avril 2020;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 27 avril 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 2020;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur XVI, remis le 28 avril 2020;

Vu le guide générique pour lutter contre la propagation du COVID-19 au travail issu de la collaboration entre le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, le SPF Emploi et l'Economic Risk Management Group, disponible sur le site Web du SPF Emploi;

Considérant la décision du Conseil National de Sécurité visant à organiser progressivement la sortie du confinement de la population belge;

Considérant la nécessité d'organiser la reprise progressive des prestations en présentielles;

Considérant la distanciation sociale qui doit être maintenue;

Considérant que l'autorisation de télétravailler est normalement accordée à concurrence de maximum 2 jours par semaine ou 1 jour par semaine pour les agents de rang A5, B1, C1 et D1;

Considérant cependant la nécessité de continuité des missions de service public et l'urgence de la présente situation;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des services du Gouvernement wallon, des organismes d'intérêt public visés par le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, Wallonie-Bruxelles International.

Art. 2. Le supérieur hiérarchique de rang A4 au moins (ou en service extérieur, de rang A5) organise la planification de son équipe en recourant au télétravail de manière préférentielle afin d'assurer un retour progressif des membres du personnel dans les locaux en respectant les conditions sanitaires prescrites.

Dans le cadre de l'application du présent arrêté, les limitations prévues par les articles 4, § 1^{er}, 3^o, et § 3, 8 et 11, de l'arrêté du 5 décembre 2019 susvisé ne sont pas d'application.

Art. 3. Tout membre du personnel qui effectue des prestations en télétravail conformément à l'article 2 du présent arrêté bénéficie d'une indemnité mensuelle forfaitaire de 20 euros qui est accordée par mois civil, pour couvrir les frais de connexion internet, pour autant que ses prestations en télétravail soient supérieures à 4 jours sur le mois civil considéré.

Art. 4. Lorsque le membre du personnel est présent dans les locaux, son supérieur hiérarchique de rang A4 au moins (ou en service extérieur, de rang A5) peut aménager les horaires de travail de façon flexible moyennant son accord, afin de concilier au mieux les impératifs liés à la crise sanitaire, à la continuité de service public et familiaux.

Les aménagements sollicités par le membre du personnel ne pourront pas donner lieu à des prestations irrégulières.

Art. 5. Les membres du personnel bénéficiant d'un abonnement "transports en commun" conformément à l'article 547 à 550 du Code de la Fonction publique wallonne, peuvent, par dérogation, obtenir l'intervention de l'employeur prévue aux articles 552, 554, 555 et 556 du Code.